**DÉCLARATION LIMINAIRE à la CAP LOCALE D'AFFECTATION
pour le MOUVEMENT A du 1^{er} SEPTEMBRE 2017**

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,

La politique économique appliquée par les précédents gouvernements n'a eu à ce jour pour seuls résultats que :

- ◆ des plans sociaux à répétition,
- ◆ la perte de pouvoir d'achat des salariés, des fonctionnaires et des retraités,
- ◆ la hausse du chômage,
- ◆ l'inégalité dans le partage des richesses,

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est possible et indispensable. Son objectif primordial doit être la prise en compte de l'humain.

Tout doit être fait pour éviter les régressions et les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme et à la mise en danger de la démocratie.

Cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteurs essentiels du principe d'égalité de tous les citoyens.

L'abandon des services publics est l'illustration parfaite du désengagement de l'État et de son rôle de garant de la cohésion sociale. Cette cohésion sociale est pourtant le socle du mieux vivre ensemble, les services publics en sont un élément déterminant.

La volonté de notre nouveau président est claire, il veut réduire encore plus la place et le rôle des services publics.

Ainsi, sur les 120 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires annoncées, 50 000 concernent la fonction publique d'état. Si l'on s'en tient à l'étiage habituel (50%) ce sont au moins 25 000 emplois qui sont appelés à disparaître à la DGFIP en 5 ans.

Certes, moins drastique que le plan prévu par la droite républicaine,

cela ressemble en tout point à un plan social.

Solidaires Finances Publiques estime que le suivi de la situation nationale et départementale des effectifs relève de la compétence des CAP et exige, à ce titre, toute transparence de la part de l'administration. Nous devons donc disposer du TAGERFIP et des éléments explicatifs des déficits constatés par structure (postes déjà vacants, temps partiels, retraites effectives ou à venir, concours, disponibilité, etc.) et la situation générale des effectifs du département avant et après le mouvement local.

Sur un plan local, nous demandons aussi que les règles prévoient l'affectation la plus fine possible, ce qui passe aussi par l'identification au TAGERFIP de toutes les structures adossées à un service tel que pôle enregistrement, PRS, cellules de contrôle, etc. Solidaires Finances Publiques réaffirme sa détermination à voir appliquer, pour l'ensemble des agents, l'affectation la plus fine possible dès le mouvement national.

Solidaires Finances Publiques sera particulièrement vigilant quant à l'application de toutes les règles de l'instruction et dénoncera et combattra toute mesure arbitraire.

Pour Solidaires Finances Publiques, la multiplication des affectations ALD sur les directions n'est pas acceptable, elle précarise les agents.

Solidaires Finances Publiques exige que tous les agents obtenant une mission-structure soient, en local, affectés sur un poste relevant de cette même mission-structure et ce, dans le respect de la règle de l'ancienneté administrative.

Tous les agents concernés par un changement de sphère professionnelle, doivent impérativement faire l'objet d'un dispositif de formation d'adaptation à l'emploi.

Concernant plus spécifiquement cette CAPL d'affectation des cadres A et après vérification du respect de la règle de l'ancienneté, nous exigeons en ce qui concerne les ALD/PO, que vous appliquiez les règles demandées par les OS lors du groupe travail d'avril 2015, à savoir, sauf motif médical, également l'application de la règle de l'ancienneté.

Pour conclure, nous rappellerons que Solidaires Finances Publiques s'oppose à toute déréglementation, dénonce et combattra toute mesure arbitraire en matière de mutation et s'oppose également aux détachements pour nécessités de service.